



La France et la Grèce ouvrent la voie au pilier européen de l'Otan

Par [Olivier Renault](#)

Mondialisation.ca, 05 octobre 2021

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Conformément à un accord signé par le président français, Emmanuel Macron et le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, mardi dernier à Paris, s'engage à fournir une assistance militaire immédiate à Athènes en cas d'attaque d'un pays tiers, même si ce pays est dans la même alliance (par exemple, la Turquie, qui est membre de l'Otan).

Cet accord a été, surtout, décrit comme un premier pas pour que l'Europe atteigne son «autonomie stratégique» tout en ouvrant la voie au pilier européen de l'Otan.

Des sources gouvernementales ont déclaré que la Grèce recevra également trois frégates *Belh@rra* (et une option pour une quatrième) en un temps record, avec un équipement complet de défense aérienne et de lutte anti-sous-marine avec la capacité d'abattre des cibles aériennes à de grandes distances. Les frégates, avec leurs systèmes d'armes de haute technologie et à longue portée, agiront comme un multiplicateur de puissance en mer Egée et en Méditerranée orientale, car en plus de leurs capacités accrues, elles seront entièrement compatibles et capables de «coopérer» avec les *Rafale*.

Selon des responsables gouvernementaux, le gouvernement grec est en train de doter la marine grecque d'équipements tournés vers l'avenir puisque les trois frégates (avec une option pour une quatrième) sont proposées à la Grèce au meilleur prix, entièrement armées et avec un délai de livraison record. La première frégate «numérique» à la pointe de la technologie devrait être livrée en 2025 et la dernière en 2026, [précise](#) le media grec *Orthodox Times*.

Le média rapporte que «de cette manière, la sécurité de la Grèce est renforcée tandis que la Grèce et la France se sont, également, engagées à travers leur accord de partenariat stratégique qu'au-delà des structures existantes (Otan et UE), elles s'entraideront militairement en cas de besoin. Cependant, l'accord bilatéral a, également, une dimension purement européenne car il constitue une acceptation de la doctrine de l'autonomie stratégique de l'UE par les deux pays et constitue un pas essentiel dans cette direction.

En effet, comme *Le Figaro* le [souligne](#), «au delà de répondre »aux besoins » de la Grèce qui renforce son programme d'armement pour contrer les provocations turques dans l'est de la Méditerranée, l'objectif de cette manœuvre est, comme l' a indiqué Emmanuel Macron, d' «appeler les Européens à »montrer » qu'ils »ont aussi la puissance et la capacité à [se] défendre »», permettant, selon le président français de vanter l'Europe de la défense.

En substance, la Grèce et la France, avec un accord bilatéral garantissant la coopération des

deux pays en matière de défense et de politique étrangère, agissent dans le cadre de leurs alliances pour renforcer la politique d'autonomie stratégique de l'UE et approfondir leurs relations au sein de l'Otan et de l'UE, la mise à disposition de trois corvettes *Gowind* modernes avec un équipement complet est, également, sur la table. La Grèce a agi rapidement et a obtenu une très forte coopération en matière de défense après les changements apportés par l'accord AUKUS.

Observateur Continental a déjà [informé](#) ses lecteurs sur la perte du contrat français avec l'Australie. La France, donc, semblerait tenter de se refaire une santé dans cette nouvelle vente avec Athènes, surtout juste avant la présidence française de l'UE.

Plus précisément, la Grèce va acquérir trois frégates FDI-HN avec une configuration choisie par la marine grecque qui est plus forte que la correspondante française. Le navire appartient à la prochaine génération de frégates «numériques» et est équipé du meilleur radar *SeaFire*. Ce dernier est associé aux missiles anti-aériens *ASTER 30* à la pointe de la technologie dans leur dernière version. La combinaison *SeaFire/ASTER 30* offrira une défense aérienne de zone aux unités de flotte, à des distances supérieures à 100 km, tout en disposant de capacités anti-balistiques.

Autrement dit, pour la première fois de son histoire, la marine grecque va se doter de navires qui pourront abattre des cibles aériennes de très loin, tout en pouvant aussi offrir une protection contre les missiles balistiques. Les navires de 4 600 tonnes pour plus de 120 mètres de long équipés de radars ultra modernes fournis par Thalès sont évalués à 3 mrd€ (5 mrd€ avec les trois *Gowind*). Ils seront construits en France à Lorient (Naval Group), [informe](#) le site *Econostrum*, expliquant: «Face aux tensions avec la Turquie dans l'Est de la Méditerranée, Athènes a décidé de renforcer son programme d'armement».

Le site spécialisé dans l'actualité économique en Méditerranée rappelle que «dans le cadre d'un partenariat stratégique plus global entre les deux pays, la Grèce avait déjà commandé, en septembre 2020, dix-huit *Rafale* (plus une option sur huit supplémentaires) pour une facture de 2,5 mrd€. Et avait déclaré au début du mois de septembre 2021 vouloir en acquérir six autres».

Pour *EURACTIV* cet accord de la France et de la Grèce [a une signification](#) pour l'autonomie stratégique de l'Europe dans son ensemble. L'article 2 de l'accord prévoit que «les parties se prêtent mutuellement assistance, avec tous les moyens appropriés dont elles disposent et, si nécessaire, en recourant à la force armée, si elles constatent conjointement qu'une attaque armée a lieu contre le territoire de l'une d'entre elles, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies».

«Cette clause d'assistance mutuelle montre la densité et la profondeur du partenariat stratégique que nous voulons établir avec les Grecs», a déclaré le porte-parole du ministère des Armées, Hervé Grandjean dans la conférence de presse du 28 septembre.

Selon Françoise Dumas, députée du parti La République En Marche, «c'est un nouvel acte, une nouvelle étape qui en appelle sans doute d'autres pour conforter l'autonomie stratégique européenne et le pilier européen de l'Alliance atlantique».

Pour Pierre Morcos, chercheur associé au Center for Strategic and International Studies (CSIS), toujours cité par *EURACTIV*, l'accord est plus que le début d'une nouvelle autonomie stratégique européenne, car «il s'inscrit dans la continuité de nombreux efforts portés par la

France depuis plusieurs années pour renforcer la crédibilité militaire de l'Europe». «Mais comme l'a précisé très clairement le Président, ces efforts ne viennent pas en substitution de l'Alliance atlantique mais visent au contraire à la compléter et à la renforcer. L'objectif est de construire un pilier européen au sein de l'Otan», a confirmé Pierre Morcos, précisant que «le Président [Emmanuel Macron] a d'ailleurs souligné que les Etats-Unis demeureraient un allié historique et majeur de la France».

Olivier Renault

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Olivier Renault](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : [Olivier Renault](#)

A propos :

Olivier Renault, journaliste. Il travaillé, entre autres, pour RUE89, Die Junge Freiheit, des sociétés de production à Berlin et Hambourg pour la télévision allemande...

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca